

Unité interdépartementale Drôme - Ardèche  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 22/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société EVVA - Chaufferie Valence La Forêt**

182 rue de la Forêt  
26000 Valence

Références : 20230322-RAP-DAEN0324  
Code AIOT : 0003201219

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2023 dans l'établissement EVVA - Chaufferie Valence La Forêt implanté 182 rue de la Forêt 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 27/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVVA - Chaufferie Valence La Forêt
- 182 rue de la Forêt 26000 Valence
- Code AIOT : 0003201219
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Energie Verte de Valence – Site La Forêt – Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 à exploiter une chaufferie urbaine comprenant deux chaudières Biomasse et trois chaudières (Gaz / FOD) à Valence.

Ce site vient en complément de la chaufferie historique située rue du capitaine Dreyfus à Valence, également exploité par Energie Verte de Valence – Groupe CORIANCE.

Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement au

sud du réseau : l'hôpital de Valence et le lycée de Briffaut.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques (NH<sub>3</sub>, Poussières, bilan de réduction des émissions en cas de pics de pollution atmosphérique)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- Il existe trois types de suites :
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dépassement NH3	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30 jours
2	Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.3	/	Lettre de suite	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La problématique ammoniac est en cours d'amélioration sur site avec constat que des travaux sont réalisés. Les essais sont toutefois à réaliser (décalage à avril 2023 suite à dysfonctionnement d'un contrôleur en continu). Toutefois, la valeur de 5 mg/Nm3 n'est pas adaptée à une chaudière biomasse de petite puissance. L'exploitant sollicite 20 mg/Nm3 (valeur nationale réglementaire pouvant être sollicitée) et a déposé un porter à connaissance en ce sens qui est en cours d'instruction par la DREAL.

Des précisions ont été demandées au porteur sur les valeurs de débit horaire et flux annuel d'ammoniac sollicités.

Des dépassements en poussières (en concentration mais pas en flux), mis en évidence par contrôle inopiné sont également à commenter (montée en puissance de la chaudière : fonctionnement non stabilisé au moment du contrôle).

Enfin, un bilan 2022 des actions de réduction des émissions en cas d'épisodes de pollution atmosphérique est à fournir.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Dépassement NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassement NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeur limite NH3
<p><b>Constats :</b> Pour mémoire, un dépassement de la valeur limite en ammoniac (NH3) a été mis en évidence lors du contrôle inopiné reçu le 20 janvier 2022 : 41,1 mg/Nm3 mesurés contre 5 en valeur limite.</p> <p>Après optimisation de l'automatisme et remplacement d'une membrane d'injection en mai 2022, des mesures faites sur 6 jours ont montré que les valeurs de NH3 avaient été fortement réduites avec des valeurs moyennes sur les dernières journées à 5,8 ; 3,0 ; 6,5 ; 2,1 ; 7,7 ; 1,9 mg/Nm3</p> <p>Il reste néanmoins des pics de NH3 allant jusqu'à 29 mg/Nm3 mesurés en juin 2022 qui mettent en évidence qu'il est nécessaire d'améliorer la situation.</p> <p>Par courrier du 8 juillet 2022, l'inspection demandait à l'exploitant :</p> <p>« [...] L'arrêté ministériel du 03/08/2018 prévoit que la valeur limite de 5 mg/Nm3 peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm3.</p> <p>Dès lors, si vous estimez être dans les conditions requises par l'arrêté précité, il vous appartient de transmettre au préfet un porter à connaissance, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, sollicitant la modification des prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission en ammoniac, accompagné de tous les éléments d'appréciation, notamment justification des contraintes technico-économiques, des performances des meilleures techniques disponibles et de l'impact sanitaire de la modification (actualisation de votre étude des risques sanitaires – ERS - instruite dans le cadre de votre demande d'autorisation environnementale initiale).</p> <p>La mise à jour éventuelle des conditions de votre autorisation ne pourra se faire que dans ce cadre, et sur la base des justificatifs apportés.</p> <p>Afin que l'instruction de ce dossier puisse se faire dans des délais compatibles avec votre plan d'action, votre demande devra être remise au plus tard avant le 30 novembre 2022. [...] »</p> <p>Le 30 novembre 2022, l'exploitant a fourni un porter à connaissance.</p> <p>Une problématique apparaît effectivement pour le traitement des oxydes d'azote pour les chaudières de petites puissances (cas non rencontré pour la deuxième chaudière sur site). Il a été démontré que les conclusions de l'étude des risques sanitaires restent inchangées. Le potentiel de toxicité du NH3 ne rentre ainsi toujours pas en considération du fait de son très faible impact supplémentaire.</p> <p>Suite à des modélisations numériques portant sur la chambre de combustion et les cannes d'injection, des améliorations ont été apportées sur site pour homogénéiser les températures dans la chambre et mieux orienter le spray de pulvérisation (création de murets dans le parcours des fumées) et pour réduire la taille des gouttelettes d'urée pulvérisées (changement des cannes</p>

d'injection).
<p>Il a été constaté sur site l'installation en cours des nouvelles cannes. Des essais étaient prévus cette semaine du 13 au 17 mars 2023 mais un défaut d'analyseur en continu du NH3 décale les essais.</p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection les résultats des essais qui seront menés sous 1 mois.</p> <p>Au delà de la VLE à 20 mg/Nm3 l'exploitant doit donner les valeurs en débit horaire et en débit annuel sollicitées pour le NH3.</p> <p>A noter que le contrôle inopiné de décembre 2022 a confirmé le dépassement de NH3 sur la chaudière Biomasse CR300 (49,3 mg/Nm3).</p> <p>A noter également que ce contrôle inopiné a mis en évidence un dépassement de poussières en concentration (mais pas en flux). L'exploitant indique que cela est dû à une montée en puissance de la chaudière au moment du contrôle (fonctionnement non stabilisé : OTNOC, conditions d'exploitation autres que normales). Les éléments de justification du respect des valeurs limites d'émissions concernant les poussières seront transmis sous 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Épisodes de pollution de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épisodes de pollution de l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets, un bilan annuel quantitatif des actions temporaires de réduction d'émissions mises en œuvre.</p>
<b>Constats :</b> Le bilan annuel 2022 pour les actions pics de pollution (réduction des émissions, émissions évitées), présenté en séance est à faire parvenir à l'inspection sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours